LES TRIBUNES



Socialiste Républicain et Citoyen Face à l'instabilité nationale, les villes tiennent bon

En une année, la France aura connu trois Premiers ministres. Et non des moindres. Alors que notre pays s'enfonce dans l'austérité, l'instabilité persiste, la confiance des citoyennes et des citoyens décline, et le président de la République refuse toujours de nommer un Premier ministre issu des rangs de la gauche. Alors qu'il s'obstine dans un **déni de démocratie**, Emmanuel Macron choisit l'un des siens pour perpétuer sa politique de précarité. La nomination de Monsieur Lecornu comme premier ministre n'est que la prolongation de la politique macroniste conduite depuis 2017.

Dans ce contexte, la France demeure une fois de plus dans l'attente d'un nouveau gouvernement, tandis que les collectivités, en première ligne des besoins de la population, sont laissées à l'abandon. C'est pourquoi, face à ces attaques répétées du bloc macroniste qui n'en a que faire des citoyennes et citoyens de nos villes, nous nous devons de tenir bon dans nos villes.

Le Kremlin-Bicêtre en est la preuve. Ensemble, nous menons de véritables politiques sociales au service de l'ensemble des Kremlinoises et Kremlinois, et c'est avec vous que nous le faisons. Parce que nous restons profondément attachés à nos services publics, et que nous luttons chaque jour pour un accès égal pour toutes et tous, nous continuerons de faire entendre la voix des concitoyens que l'Etat a trop souvent choisi d'ignorer.

Le groupe Socialistes, Républicains et Citoyens



Dans le Val-de-Marne, 17,2% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Cette réalité alarmante est celle d'un département où 110 000 personnes attendent une réponse à leur demande de logement social. Bien sûr, cela n'est pas le résultat d'une lente dégradation naturelle : c'est le résultat direct de la politique de sape du logement menée par la droite à la région et au département.

Au Kremlin-Bicêtre, la droite locale, qui semble soudainement s'intéresser au sort des classes populaires, s'inscrit dans cet héritage. Selon elle, si les conditions de vie des locataires du parc social sont dégradées, ce n'est pas du fait du marché libre, c'est parce qu'il y en aurait trop. Trop de locataires, de demandes, pour lesquelles il faudrait construire trop de logements à loyers modestes. Alors sous couvert de l'argument facile de la nature en ville et de l'épouvantail de la « bétonisation », elle vante comme seule solution le retour à l'habitat individuel et à la privatisation des espaces verts.

Pour les habitants qui continuent de subir mal-logement, petits espaces et prix exorbitants, ce projet politique est indécent. La question n'est pas de savoir s'il faut végétaliser ou bien bétonner mais plutôt de trouver des solutions pour produire des logements de qualité avec des espaces collectifs qui offrent de la nature en ville à tous, et pas seulement aux plus aisés.

Pour une ville qui nous rassemble, élus PCF et Tous Citoyens



Tribune du groupe Écologiste et citoyen du Kremlin-Bicêtre La tribune du groupe « Écologiste et citoyen du Kremlin-Bicêtre » ne nous est pas parvenue.



La démission récente d'une adjointe illustre la matérialisation de risques que nous avions signalés : l'opacité dans laquelle la majorité s'est enfermée en refusant aux élus d'opposition tout accès aux instances de KBH, coopérative HLM de droit privé qu'elle a choisi de créer, ne permettait pas d'assurer la transparence voulue par la loi ELAN dans les procédures d'attribution. L'image de notre ville en est aujourd'hui entachée et nous continuerons longtemps de payer les frais de cette inconséquence politique.

Mais le plus préoccupant n'est pas là. Ce qui doit nous alarmer, ce sont certaines réactions du maire depuis son accession aux responsabilités début 2024. Au lieu de s'en remettre sereinement à l'État de droit, dont la présomption d'innocence et le respect contradictoire sont des piliers, il lui est arrivé d'écarter directement des personnes mises en cause dès l'émergence du moindre soupçon. Cette pratique revient à instaurer une sanction extrajudiciaire, dangereuse pour la démocratie locale et contraire à l'exigence républicaine qui doit guider l'action publique.

L'État de droit doit rester notre boussole. C'est à ce prix seulement que la confiance pourra être préservée entre les habitants et leurs institutions

Jean-François Banbuck



Groupe Génération·s

Le groupe Génération-s accueille une nouvelle conseillère municipale déléguée aux droits des femmes : Enrica Sartori. Résidente au Kremlin-Bicêtre depuis 2007, elle adhère en 2017 à Génération-s, le mouvement fondé par Benoît Hamon, et y exercera des responsabilités de coordination du comité de la ville et de l'échelon départemental. Son engagement est né d'une conviction simple : nos communes sont en première ligne face aux défis sociaux et écologiques.

Nous portons avec Génération-s des valeurs humanistes, écologistes, féministes, solidaires, européennes... Nous nous inscrivons aussi dans une histoire faite de conquêtes collectives : celles du Front populaire, du Conseil national de la Résistance, du mouvement et des combats écologistes... Toutes rappellent que les droits et les libertés ne tombent jamais du ciel, mais qu'ils se gagnent par l'action commune. C'est dans ce même esprit que nous défendons une écologie solidaire : non pas une injonction individuelle, mais un horizon partagé, qui relie justice sociale et justice environnementale.

C'est pourquoi nous avons lancé une convention citoyenne sur l'écologie solidaire. Objectif : aller à la rencontre des Kremlinoises et des Kremlinois et dégager ensemble des pistes d'action. Logement, alimentation, mobilités, nature en ville, éducation : tout doit être pensé à partir des besoins réels. Ouverte à tous et à toutes, la consultation sur l'écologie solidaire est accessible sur les réseaux sociaux de Génération s Kremlin-Bicêtre.



Les récentes révélations sur l'attribution de logements sociaux sont d'une gravité exceptionnelle. Elles confirment ce que nous dénonçons depuis des années : l'entre-soi, le copinage et le verrouillage de la gouvernance.

Présentée comme une « renaissance », la création de KB Habitat s'est révélée n'être qu'un montage coûteux. Plus de 5,3M€ d'emprunt garantis par la Ville ont été mobilisés pour racheter un patrimoine déjà kremlinois. Le résultat est édifiant : aucune voix de l'opposition au conseil d'administration, remplacée par des proches, des conjoints et d'anciens colistiers de JL Laurent. Ce qui devait être une coopérative pluraliste n'est plus qu'un instrument à la main du maire.

Les commissions d'attribution demeurent opaques, les documents inaccessibles, la transparence absente. Désormais, des lanceurs d'alerte accusent : favoritisme, pratiques abusives, passe-droit.

Il ne s'agit pas seulement d'une question juridique mais d'une question de morale. Comment une majorité se réclamant de la « justice sociale » peut-elle transformer un outil public en entreprise clientéliste? La rupture avec les habitants est désormais totale. La confiance perdue constitue une véritable trahison à l'égard des plus fragiles, de celles et ceux qui n'ont pour seule protection que la République et la transparence de nos institutions.

Vous voulez que ça change ? Nous aussi !

Lionel Zinciroglu-N.Chiboub-JP.Ruggieri-L.Couto-L.El Krete

Les tribunes publiées
par les groupes
politiques du Conseil
municipal engagent la
seule responsabilité de
leurs auteurs.

Les tribunes publiées par les groupes politiques du Conseil municipal engagent la seule responsabilité de leurs auteurs.